

Vérités différentes. Historiens et procureurs face aux crimes nazis

In: Genèses, 34, 1999. pp. 104-113.

Résumé

Differing Truths. Historians and Prosecutors in the face of nazi Crimes This essays deals with the differences between the way prosecutors and historians research, recollect and judge : history. Using Bruno Streckenbach, former chief of the Gestapo in Hamburg, as a case in point, the it discusses their differing ways of formulating problems and differing practices. Public: prosecutors are bound by the criminal code; their task is to convict someone of an; individually-committed crime. Historians, on the other hand, are free to ask questions and do not have to prove their protagonists guilt. The aim of their , research is to explain the historical context. The actors in historians' narratives are dead, and hence unable to change the text being written about them, whereas the participants in a trial are . given an explicit opportunity to influence : the process of seeking the truth. On the prosecutors' side, the logic of argumentation is oral and theoretical - jurisdiction - on the other side, historians try to convince by writing a plausible scientific story - historiography. Their monological practice of argumentation is quite the opposite of the regulated, but multi-voiced, procedure of a trial.

Citer ce document / Cite this document :

Wildt Michael, Ingrao Christian. Vérités différentes. Historiens et procureurs face aux crimes nazis. In: Genèses, 34, 1999. pp. 104-113.

doi : 10.3406/genes.1999.1554

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1999_num_34_1_1554

Vérités différentes. Historiens et procureurs face aux crimes nazis*

Michael Wildt



* Cet article est issu d'une communication au colloque « Des Procès à l'histoire. Le traitement juridique de la Shoah en France et en Allemagne » organisé par le Centre Marc Bloch et l'Einstein Forum à Berlin, les 25, 26 et 27 janvier 1998 et dirigé par Florent Brayard et Gary Smith. Actes à paraître en 1999.

1. Les méthodes de l'histoire orale placent aussi les historiens dans la position de l'auditeur et du discutant, dans une certaine mesure dans la production dialogique de documents. Sur l'histoire orale, toujours fondamentale, Lutz Niethammer (éd.), *Lebenserfahrung und kollektives Gedächtnis – die Praxis der « Oral History »*, Francfort, Suhrkamp Taschenbuch, 1984 (1^{re} éd., Francfort, 1980); Ulrich Jureit, *Erinnerungsmuster. Zur methodik lebensgeschichtlicher Interviews mit Überlebenden der Konzentrations- und Vernichtungslager*, Hambourg, Dolling et Gallitz, 1999; Alf Lüdtke, « "Fahrt ins Dunkle"? Erfahrung des Fremden und historische Rekonstruktion » in A. Lüdtke, *Eigen-Sinne. Fabrikalltag, Arbeitererfahrungen und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus*, Hambourg, Ergebnisse Verlag, 1993, pp. 23-41.

2. Ruth Bettina Birn et Volker Rieß, « Revising the Holocaust », *Historical Journal*, n° 49, 1997, pp. 195-215.

3. Ndt: SIPO (Sicherheitspolizei: Police de sécurité), organisme regroupant la police criminelle (KRIPO) et la Gestapo, distinguées de la police en uniforme dite « police de l'Ordre » (Ordnungspolizei, ORPO).

Qu'arriverait-il aux historiens si, comme dans l'une de ces classiques histoires de fantômes, toutes les figures sur lesquelles ils ont écrit des livres ou des articles et prononcé des conférences venaient les relancer la nuit venue ? Que répondraient les historiens si tous les morts retrouvaient soudain une voix et se défendraient contre la distribution de blâmes et de louanges, de culpabilités et de responsabilités ; si les protagonistes des histoires sur lesquelles ils écrivent réclamaient le droit à la parole et exigeaient que leur point de vue entre en compte dans le verdict ?

Un tel rêve constituerait sans doute un scénario effrayant, un cauchemar pour les historiens mais serait pourtant très proche de la réalité du travail des procureurs. Car tandis que les historiens parlent habituellement *de* leurs protagonistes, les procureurs doivent discuter *avec eux*. Chez l'historien s'incarne encore la figure de l'auteur omniscient – ce n'est pas un hasard si l'historiographie moderne est née des techniques narratives du XIX^e siècle. Les procureurs se voient par contre placés dans la situation d'imposer leur histoire et leur vérité sous la forme d'une procédure très strictement réglementée mais dont la structure reste cependant argumentative, une procédure à laquelle participent ceux dont la personne ou les actes sont au centre des débats¹.

Je voudrais, en m'appuyant sur une étude de cas, illustrer ces différences, qui vont au-delà des critiques adressées aux documents de justice par les historiens, telles qu'elles sont par exemple présentées par Ruth Bettina Birn dans sa réfutation du livre de Daniel Goldhagen². Au lieu de cela, j'aimerais éclairer les pratiques discursives différentes des procureurs et des historiens, qui distinguent fondamentalement l'instruction de l'enquête historique.

Le cas que je vais relater commence le 9 octobre 1955. Ce jour-là, un ancien membre

de l'appareil de répression et d'extermination nazi revient des camps de prisonniers soviétiques: il s'agit de Bruno Streckenbach. Il a été de 1933 à 1939, chef de la Gestapo à Hambourg, puis commandant de la SIPO et du SD³ en Pologne, avant d'être promu en 1940 chef du service du personnel du RSHA et devenir ainsi le subordonné immédiat de Heydrich et, plus tard, de Himmler. En 1943, il est versé dans la Waffen SS et devient un général de division hautement décoré⁴.

Peu après son retour, Streckenbach se met en rapport avec le parquet de Hambourg en présence d'un avocat pour apprendre si une enquête est en cours et ce qu'on lui reproche. Deux personnes avaient déposé des plaintes contre lui relativement à son activité de chef de la Gestapo à Hambourg. La première est plutôt de portée générale; la seconde concerne un cas concret de blessure corporelle. Streckenbach aurait – selon la plainte – provoqué lors d'un interrogatoire l'éclatement d'un rein chez le plaignant. Le procureur veut suspendre l'instruction, les faits étant frappés de prescription. Pourtant le *Justizsenator* (ministre de la Justice du *Land*) lui enjoint de continuer l'enquête «sur une base plus large». Sur ces entrefaites, le procureur demande à une série d'institutions, parmi lesquelles les archives de Hambourg, les institutions policières, mais aussi l'Association des victimes du régime nazi et la communauté juive de Hambourg, si elles détiennent du matériel documentaire sur Streckenbach. Il est caractéristique qu'au milieu des années cinquante, aucune de ces institutions – y compris l'association de victimes – n'ait pu communiquer quoi que ce soit sur Streckenbach, hormis quelques données concernant sa carrière. Ses crimes avaient été commis à l'Est, ce qui, dans l'horizon de la société allemande d'après-guerre, se situe au-delà du rideau de Fer. La représentation du national-socialisme comme dictature allemande masque alors les crimes de masse commis en Pologne, en Union

Soviétique et en Europe du Sud-Est⁵. La procédure contre Streckenbach est donc classée.

Quand au début des années soixante la *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen*⁶ de Ludwigsbourg tombe sur un document prouvant que Streckenbach a muté à l'Est des fonctionnaires de la Kripo et de la Gestapo en vue d'actions meurtrières, l'instruction contre lui est reprise et assurée par un jeune procureur engagé. Mais le criminel Streckenbach en est-il pour autant plus clairement reconnaissable? Que sait un procureur de l'activité d'un commandant en chef de la *Sicherheitspolizei* et du SD en Pologne? Dans quelle mesure le chef du personnel du RSHA se différencie-t-il d'autres dirigeants? Alors que les historiens polémiquent autour du fascisme et du capitalisme, au sujet de la dictature et de la volonté du Führer, l'image du criminel Streckenbach doit être péniblement reconstituée, pièce à pièce⁷. Ses exactions en tant que chef de la Gestapo à Hambourg, telles que détentions arbitraires, contrainte ou voies de fait, sont déjà prescrites. Seules peuvent être jugées les accusations pour meurtres et complicité de meurtres⁸.

Un moment les enquêtes semblent être promises au succès. Il ressort des documents mis à disposition du parquet de Hambourg par les archives polonaises que Streckenbach, en tant que chef de la police en Pologne a participé comme responsable à l'AB-Aktion, c'est-à-dire à l'exécution en mai 1940 de plusieurs milliers d'intellectuels polonais, prêtres, médecins, enseignants⁹. Le document le plus compromettant est le procès-verbal d'une séance du «Gouvernement Général» qui, d'un point de vue historique, attribue sans aucun doute à Streckenbach la responsabilité des exécutions de masse, mais qui toutefois n'est juridiquement aucunement suffisant. Dans le procès-verbal Streckenbach utilise des termes comme «procédure martiale sommaire» pour ce qui en fait ne signifie rien



Le SD (Sicherheitsdienst) est le service de sécurité de la SS, chargé de la surveillance intérieure et de l'espionnage extérieur. La SIPO et le SD sont regroupés en 1940 au sein d'un office central de la SS, le Reichssicherheitshauptamt (Office principal de la sécurité du Reich, RSHA).

4. Pour ce qui suit, voir Michael Wildt, « Der hamburger Gestapochof Bruno Streckenbach. Eine nationalsozialistische Karriere », in Franck Bajohr, Joachim Szodrynski (éd.), *Hamburg in der NS-Zeit. Ergebnisse neuerer Forschungen*, Hambourg, Ergebnisse Verlag, 1995, pp. 93-123.

5. Sur l'historiographie de la Shoah dans l'Allemagne de l'après-guerre, voir Ulrich Herbert, Olaf Groehler, *Zweierlei Bewältigung. Vier Beiträge über den Umgang mit der NS-Vergangenheit in den beiden deutschen Staaten*, Hambourg, Ergebnisse Verlag, 1992; Axel Schmidt, « Der Umgang mit der NS-Vergangenheit in der Öffentlichkeit der Nachkriegszeit » in Wilfried Loth, Bernd-A. Rusinek (éd.), *Verwandlungspolitik. NS—Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*, Francfort-New York, Campus, 1998, pp. 19-54.

6. Sur la Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen (ZSTL), organisation de centralisation et de coordination des enquêtes de procureurs sur les crimes nazis fondée en 1959, voir Adalbert Rückerl, *NS-Verbrechen vor Gericht*, Heidelberg, Müller Verlag, 1982, pp. 139-151.

7. Sur l'apport modeste des sciences historiques aux enquêtes sur les crimes nazis, voir Wolfgang Scheffler, « Der Beitrag der Zeitgeschichte zur Erforschung der NS-Verbrechen — Versäumnisse, Schwierigkeiten, Aufgaben », in Jürgen Weber, Peter Steinbach (éd.), *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren? NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*, Munich, G. Olzog Verlag, 1984, pp. 114-133.

8. Sur la prescription d'actes de violences commis par les nazis, voir A. Rückerl, *NS-Verbrechen...*, *op. cit.*, pp. 151-204.

9. Sur l'AB-Aktion (*Außerordentliche Befriedungs Aktion*, Action extraordinaire de Pacification), voir Czesław Madajczyk, *Die Okkupationspolitik Nazideutschlands in Polen 1939-1945*, Berlin, Akademie Verlag, 1987, pp. 187-188; M. Wildt, « Der hamburger Gestapochof... », *op. cit.*, pp. 109-110.

10. Voir la lettre de Heydrich aux *Höhere SS und Polizei Führer* à l'Est, 2 juil. 1941, dans laquelle il s'agissait de tuer à côté des fonctionnaires communistes, les « Juifs en place dans l'État et le Parti », in Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion*, Berlin, Hentrich Edition, 1997, pp. 323-328. Sur le procès des *Einsatzgruppen* (procès n° 9) qui fait suite au procès des grands criminels de guerre à Nuremberg, voir *Trials of War Criminals Before the Nuernberg Military Tribunals*, Drexel A. Sprecher et al. (éd.), 15 vol., Washington DC, Government Printing Office, 1950.

d'autre que la signature expéditive d'ordres d'exécutions. Mais ainsi il peut prétendre avoir observé des critères juridiques formels. En effet des exécutions qui se tiennent dans le cadre d'une loi martiale en vigueur ne sont pas des meurtres.

La responsabilité historique de Streckenbach dans les fusillades ne suscite aucun doute, mais cet état de fait n'est d'aucune utilité au procureur. Ne pouvant imputer à Streckenbach le meurtre qui doit être attribué individuellement, l'accusation s'effondre. Malgré les preuves et les indices historiquement évidents, cette partie de l'accusation paraît trop fragile au procureur pour qu'il veuille s'appuyer sur elle. Il se concentre alors sur un second ensemble de faits : l'activité de Streckenbach en tant que chef du service du personnel du RSHA au moment où les *Einsatzgruppen* furent constitués pour l'URSS et où ils perpétrèrent leurs crimes.

Le paradoxe de l'accusation réside dans le fait que le stratagème développé par les accusés d'un procès antérieur se retourne contre Streckenbach. Otto Ohlendorf, chef de l'Einsatzgruppe D et lui aussi chef de service au RSHA, condamné comme accusé principal du procès des *Einsatzgruppen* à la peine de mort par un tribunal américain en 1948, avait prétendu – et avait adjuré ses coaccusés de se tenir à cette ligne – que Bruno Streckenbach avait communiqué peu avant l'invasion de l'URSS l'ordre de tuer tous les Juifs d'Union Soviétique. Quant à la raison pour laquelle ce rôle fut dévolu à Streckenbach et non à Heydrich, on ne peut se livrer qu'à des suppositions : Streckenbach, porté disparu en Union Soviétique, passait pour mort et on détenait dans le cas de Heydrich des documents contradictoires datant de juillet 1941 qui ne contenaient précisément pas l'ordre d'exécuter tous les Juifs, femmes et enfants compris¹⁰. Cette stratégie de défense aboutit en partie, car le tribunal accorda foi aux déclarations des

accusés et retint que Streckenbach avait transmis l'ordre d'assassinat. Quoiqu'il en soit, cette ligne de défense ne fut pas personnellement utile à Otto Ohlendorf et Paul Blobel car il ne furent pas seulement condamnés à mort à l'instar de quelques-uns de leurs co-accusés, mais bel et bien exécutés¹¹.

Quand Streckenbach revint en RFA au milieu des années cinquante, ses avocats prirent bien sûr très rapidement conscience du danger qu'il courait et tentèrent à plusieurs reprises de convaincre le procureur de Hambourg que les déclarations prononcées alors par Ohlendorf étaient artificieuses et avaient été suggérées à ses co-accusés. Mais le procureur devait-il se laisser convaincre par des avocats aux sentiments pro-nazis avérés d'une vérité dont le sens fonctionnel était visiblement d'innocenter Streckenbach ? Une vérité qui, du fait de la quantité de déclarations contradictoires émises lors du procès des *Einsatzgruppen*, ne fut longtemps pas même partagée par les historiens, .

Nous savons aujourd'hui, sur la base de recherches récentes plus approfondies, qu'aucun ordre général d'assassinat ne fut donné aux *Einsatzgruppen* en juin 1941, mais que l'ordre d'adjoindre les femmes et les enfants aux fusillades fut la conséquence d'une inspection personnelle de Himmler sur le front de l'Est à l'été 1941¹². Assurément, Streckenbach, en tant que chef du personnel du RSHA était présent au camp de rassemblement des *Einsatzgruppen*; il y aura aussi tenu des discours, mais l'accusation d'avoir communiqué l'ordre d'exécution des Juifs soviétiques formulée par le procureur hambourgeois n'est pas fondée¹³. C'est ce qui fonde le paradoxe évoqué plus haut : B. Streckenbach, sans aucun doute l'un des plus grands criminels nazis, ayant maintes fois mérité sa condamnation, aurait peut-être été condamné pour des faits qu'il n'avait pas commis. Cependant cette thèse ne peut malheu-

reusement pas être vérifiée, car le procès Streckenbach n'a jamais eu lieu. Lorsqu'en juin 1973 le volumineux acte d'accusation du meurtre d'au moins un million de personnes voit enfin le jour, Streckenbach, atteint entre-temps d'une grave affection cardiaque, réussit à se faire reconnaître inapte à comparaître. La procédure principale n'est ainsi jamais ouverte et Streckenbach meurt trois ans plus tard de sa maladie.

Le cas Streckenbach montre que les vérités produites par le procureur et l'historien ne doivent pas forcément être identiques, même lorsqu'ils étudient le même cas. Le fait d'exclure de l'accusation les exactions de Streckenbach en Pologne en 1939-1940, résulte d'une réflexion pragmatique d'ordre juridique et ne permet pas de conclure que Streckenbach n'y aurait commis aucun crime. D'un autre côté, la reconnaissance historiographique du fait que Streckenbach ne peut pas avoir communiqué un ordre général d'assassinat en juin 1941 ne doit pas conduire à le décharger de sa responsabilité dans les activités meurtrières du RSHA.

J'aimerais caractériser la différence entre ces vérités respectives à travers quatre réflexions :

1 - Les centres d'intérêt d'un procureur se différencient dans leur essence de ceux d'un historien.

Le cadre d'orientation du procureur est le code pénal, et l'instruction ne s'impose qu'en cas d'infraction supposée contre les articles de celui-ci. Les comportements de personnes sortant éventuellement des codes sociaux de la « normalité » mais non du code pénal, n'intéressent pas le procureur. Les comportements conformes, le quotidien des individus – travailler, manger, se marier, fêter, mourir – se situent dans tous les cas hors du champ de perception d'un procureur en fonction. Les

historiens, au contraire, sont libres du choix de leur enquête. Ils peuvent tout aussi bien se pencher sur l'aspect quotidien de la mort que sur le caractère monstrueux du génocide. Ils ne sont pas contraints par des définitions juridiques précisant ce qu'est un meurtre, une tentative de meurtre ou des coups et blessures ayant entraîné la mort, mais peuvent étudier les meurtres selon leurs propres critères. Ils peuvent poursuivre leur enquête même lorsque les délits observés sont prescrits. Les délits comme le vol, la diffamation, l'escroquerie par contrainte, les voies de faits, en somme la détestable violence quotidienne de la période nazie, peuvent être appréhendés dans les quelques dossiers de la Gestapo qui ont été conservés ainsi que dans certaines procédures de l'immédiat après-guerre. Il ne peut plus en être ainsi dans les instructions pénales des années soixante et soixante-dix qui, en général, ont dû être bâties sur les chefs d'accusation de meurtre et de complicité de meurtre. Les historiens peuvent utiliser les dossiers d'instruction des procureurs comme une source. Mais si ceux-ci renseignent par nature sur des crimes précis, ils peuvent par ailleurs en taire d'autres. On ne trouvera dans ces dossiers aucune mention de la brutalité de la société allemande d'avant-guerre, des violences quotidiennes contre les Juifs, du vol de leurs biens, de leur persécution et du développement de cette « mentalité du génocide » avant même la mise en pratique du meurtre de masse.



11. Sur le débat public autour des exécutions du 7 juin 1951, voir Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich, C.H. Beck, 1996, pp. 215-233.

12. P. Klein, *Die Einsatzgruppen...*, *op. cit.*, pp. 17-23; Ralf Ogorreck, *Die Einsatzgruppen und die Genesis der « Endlösung »*, Berlin, Metropol Verlag, 1996, pp. 176-209.

13. Il n'est en aucune manière question de déprécier le travail du procureur. Bien au contraire, son acte d'accusation, achevé après plus de dix ans d'activité inquisitoire, est sans doute l'un des meilleurs et des plus fondés qui ont été écrits dans le cadre des procès contre les crimes nazis. Mais en ce qui concerne l'accusation centrale, le procureur se trompe.

2 - À la différence de l'historien, le procureur définit clairement l'objet de son enquête.

L'objet de l'enquête est toujours un fait et son auteur. Sans lui, c'est-à-dire sans une personne individuelle concrètement qualifiable, aucun procès n'est possible. Toute preuve dépend de l'existence d'une personne physique, dont l'action doit être prouvée matériellement et de manière circonstanciée. Par

ailleurs, le droit pénal allemand n'entame pas de procédures contre des organisations prises en tant qu'institutions, mais, par délégation, contre des personnes les représentant, alors que pour l'historien l'acteur n'est pas nécessairement lié à un personnage concret. Des recherches historiques se mènent ainsi sur des classes, des groupes, des associations, c'est-à-dire des collectivités d'individus, mais aussi sur des abstractions telles que des courbes de salaires, des évolutions démographiques, voire des objets autres qu'humains comme l'environnement naturel ou le climat.

La quête juridique de la vérité est constamment personnelle, alors que les explications scientifiques des réalités historiques ne cherchent pas, la plupart du temps, les facteurs d'évolutions historiques dans des personnes et sont donc « supra-personnelles ». L'usage croissant de sources judiciaires par la recherche historique soulève donc une question épistémologique. Elle semble liée à un changement de perspective qui conduirait à s'éloigner de l'histoire des structures pour se tourner vers celle des sujets agissants, des acteurs individuels, des exécutants concrets.

3 - Les buts des enquêtes diffèrent tout autant que leurs points de départ ou leur sujet.

Les investigations des procureurs ont un but : enquêter sur des crimes et prendre en charge l'accusation pour un procès. Pour cela, des témoins sont interrogés, des documents sont collectés, des copies établies, des descentes sur les lieux organisées. Seul ce qui sert le procès est retenu, ou, pour mieux isoler le problème, tout ce qui semble de peu d'importance est laissé de côté dans le déroulement de l'enquête et ne fait pas l'objet d'investigations. Les témoins sont interrogés dans la perspective de ce qu'ils ont à déclarer au sujet des faits imputés. Du reste, ce qu'ils

peuvent dire des événements n'est pas important. Des documents sont collectés, dans le but de confirmer les faits incriminés. Ce qu'ils pourraient dire de plus est accessoire. Le but que se fixent les historiens qui consiste à élucider le contexte d'un événement, à décrire une évolution, à mener des comparaisons, à rendre compréhensibles des époques entières ou des civilisations, est indifférent au procureur et doit l'être. Leur but en effet est de préparer une accusation et d'intenter un procès à l'accusé. La structure de la perception, déjà clairement prédéfinie par le code pénal au départ de l'enquête, est de nouveau remise en forme dans cette phase de quête et de traitement du matériel et organisée de manière fonctionnelle en vue du procès. Dans le cas Streckenbach, cela implique d'ignorer la période de ses fonctions de chef de la Gestapo, de négliger ses exactions en Pologne et de se concentrer sur l'accusation d'avoir donné l'ordre général d'assassinat en juin 1941.

De nombreux interrogatoires de témoins tournent uniquement autour de la question suivante : Streckenbach a-t-il donné cet ordre, ou non ? La situation dans le camp de rassemblement des *Einsatzgruppen*, peu avant leur entrée en Union Soviétique, n'apparaît qu'en marge des interrogatoires. Des questions brûlantes, qui auraient passionnément intéressé les historiens, ne sont même pas posées : En quoi consiste la formation de ces hommes ? Ont-ils dû apprendre à fusiller ? Que peuvent-ils se raconter entre eux à propos de l'« action » à venir ? Existe-t-il une possibilité de refus de l'action et qui y a eu recours ? Quelques années plus tard lors d'une conversation à propos du procès des *Einsatzgruppen*, l'accusateur Benjamin Ferencz expose à l'historien Wolfgang Scheffler les faits suivants :

« Alors que j'étais un jeune procureur fougueux, on posa un jour sur ma table les rapports des *Einsatzgruppen*. Malgré mes connaissances lacunaires en allemand, je reconnus leur valeur et me rendit avec eux chez Telford Taylor [l'accusateur

principal dans le procès des grands criminels de guerre à Nuremberg]. Il haussa les épaules et dit: "Nous n'avons personne pour faire ça. Il faut donc que ce soit vous qui le fassiez." Ferencz poursuit: je l'ai fait. Nous avions ces rapports, dans le cas d'Otto Ohlendorf, 92 000 meurtres. Avec cela les cas étaient clairs. Ce qui s'est passé dans les *Einsatzgruppen*, les arrière-plans, etc., était accessoire et relativement peu important. Il y avait des meurtres, il y avait des auteurs, des preuves et les aveux étaient disponibles, et c'est comme ça que le cas a marché¹⁴."

Avoir à l'esprit cet ajustage du matériel dans le discours juridique, c'est-à-dire la perspective et la pratique spécifiques du traitement, avec ses inclusions et ses omissions me semble constituer une condition décisive avant que l'historien ne s'engage dans les multiples dossiers d'archives judiciaires. Pourtant, si l'on examine les recherches les plus récentes concernant le génocide, on constate souvent le contraire. Les citations traitent les procès-verbaux d'interrogatoire comme d'authentiques restitutions de ce qui a été dit, sans prendre le moins du monde en compte le fait qu'il s'agit la plupart du temps du texte d'un employé de justice qui a récapitulé, au mieux de ses possibilités, les déclarations de la personne interrogée: pas moins, mais pas plus. La confiance aveugle avec laquelle les historiens usent des procès-verbaux d'interrogatoire a quelque chose à voir avec la croyance générique en l'écrit de la part d'une corporation constamment menacée de confondre la chose écrite avec le réel.

R. B. Birn, à l'occasion de sa critique du livre de D. Goldhagen, en appelle ainsi à une approche comparatiste, dans le but d'évaluer la validité des déclarations par le croisement d'interrogatoires différents¹⁵. Christoph Bitterberg a récemment insisté dans un travail remarquable sur les problématiques méthodologiques des archives des procès nazis comme source historique sur le concept de «setting» (cadre) pour l'analyse: Qui sont les protagonistes de la procédure? Quels sont les contenus discutés? Comment sont mises en place



14. Wolfgang Scheffler, «NS-Prozesse als Geschichtsquelle. Bedeutung und Grenzen ihrer Auswertbarkeit durch den Historiker» in W. Scheffler, Werner Bergmann (éd.), *Lerntag über den Holocaust als Thema im Geschichtsunterricht und in der politischen Bildung*, Berlin, Technische Universität, 1988, pp. 19-20.

15. R. B. Birn, V. Rieß, «Revisiting...», *op. cit.*

16. Christoph Bitterberg, *Die Richter und ihre Historiker. Zum Umgang mit NS-Prozessmaterialien als historische Quellen*, Hambourg, (dactyl.), 1997.

17. Carlo Ginzburg a étudié la relation entre le juge et l'historien sur la base du problème de l'évidence et de la preuve: C. Ginzburg, «Checking the Evidence: The Judge and the Historian», in James Chandler *et al.* (éd.), *Questions of Evidence*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 1994, pp. 290-303.

les règles de communication?¹⁶. Il importe de savoir si les témoins comprennent la langue dans laquelle on procède devant le tribunal, ou s'ils occupent une position haute ou basse au sein de la hiérarchie sociale. L'accusé, s'il est docteur en droit, connaît les règles de la procédure, sait se mouvoir de manière bien plus sûre dans la salle d'audience que les témoins de ses meurtres, qui, juifs ou polonais et voulant déposer devant le tribunal, se retrouvent soudainement plongés dans le maquis inextricable d'une procédure allemande. Les postulats de R. B. Birn et de C. Bitterberg ne facilitent pas – à juste titre – l'usage des documents judiciaires. Seul celui qui est conscient de la différence pourra éviter de découvrir ses propres questions dans les réponses de l'autre discours. Les questions comme les réponses sont différentes et ce n'est que dans la connaissance de leurs normes discursives respectives que de nouvelles questions pourront être posées et de nouvelles réponses trouvées.

4 - Les historiens et les procureurs exposent leurs vérités avec des pratiques argumentatives différentes.

Depuis longtemps la clarté, l'expressivité, le caractère vivant du récit sont devenus des règles dans l'*evidentia in narratione* des historiens dont l'argumentation doit suivre les règles de la rhétorique classique¹⁷. Alors que l'écriture de l'histoire fixe ses connaissances dans des livres, le droit argumente oralement, en suivant les règles strictement établies de la procédure pénale. La différence la plus frappante entre les discours historiques et juridiques réside dans la pratique argumentative: d'un côté, le livre, le texte, de l'autre la prestation orale, le procès public. Encore aujourd'hui, dans la procédure pénale allemande, les documents et pièces à conviction écrits doivent être auditionnés, lus à haute voix, pour être officiellement validés comme pièces de la procédure.

Cette différence ne touche pas seulement les qualités intrinsèques respectives de l'oralité et de l'écrit, du propos prononcé ou écrit – à la fin, la procédure orale donne lieu à procès-verbal et est ainsi fixée par écrit; l'acte d'accusation est lui aussi un texte. La différence touche avant tout la place et le rôle des argumentateurs. L'historien, auteur de livres, reste le narrateur auctorial, qui tisse lui-même la trame de son histoire et en conserve le contrôle. Le texte développe l'argumentation, tente de convaincre par sa plausibilité et sa pertinence. Il ne reste au lecteur que le rôle du récipiendaire, qui peut accepter ou refuser l'argumentation, mais n'a aucune influence sur la démonstration et son cours. La procédure judiciaire, dans la mesure où elle *dit* le droit, est un processus ouvert, auquel prennent part des accusateurs, des accusés; des procureurs, des défenseurs, des témoins et des juges, dans le but d'influencer par leurs arguments le cours de la procédure et, finalement, le sens du verdict. Les investigations du procureur et la force de conviction de l'accusé doivent faire leurs preuves dans la procédure, les arguments se mesurer directement l'un à l'autre.

La distance importante que les historiens posent entre eux et leurs protagonistes, entre eux et ceux qu'ils essayent de convaincre, les dispense de la confrontation directe, de la vérification de leurs arguments dans le dialogue direct. Qu'en serait-il si les historiens se retrouvaient une fois réellement dans le rôle de représentant de l'accusation et si leurs arguments étaient considérés aussi favorablement que ceux de la défense et étaient pesés par un tribunal indépendant? En tant qu'auteur, l'historien écrit sur des morts qui n'ont pas la possibilité de l'objection ou de la contradiction. Il appelle ses contradicteurs scientifiques à une discussion virtuelle dans l'arène que constitue son texte. Face au procureur se tiennent ses adversaires, en personne, réels. Les règles de la procédure ne viennent pas de lui et il doit s'y

tenir. À la structure monologique de l'argumentaire historique s'oppose la pratique argumentative dialogique devant le tribunal.

Le juge et l'historien ont longtemps été considérés comme équivalents ; Carlo Ginzburg en donne un tour d'horizon très expressif dans son livre sur le procès Sofri¹⁸. Le postulat hegelien, selon lequel l'histoire mondiale serait le tribunal du monde, a constamment amené les historiens allemands à rêver de ne faire qu'un avec l'esprit du monde et de pouvoir prononcer leur verdict sur l'histoire. Pour confiant que puisse être l'historien dans le modèle judiciaire pour son enquête, écrire l'histoire et dire le droit demeurent très peu congruents. Le fossé qui sépare l'historien du procureur est trop grand pour que la tentative de le combler ou même de l'ignorer ne cause pas de dommages au travail particulier. Si les historiens suivent l'argumentation du procureur, leur regard peut se rétrécir de manière significative.

Dans les dossiers d'instruction, l'image des auteurs doit s'orienter selon le code pénal. Mais la définition juridique du meurtre, de la complicité ou de la tentative de meurtre peut-elle faire fonction de détermination historique du criminel nazi ? La perspective du procureur ne conduit-elle pas à payer le sentiment de sûreté de définition au prix d'un rétrécissement du problème historique ? Pour poser la question plus radicalement : le terme de criminel ne devrait-il pas être extrait de la détermination juridique pour être repensé et réfléchi dans un autre contexte ? La dynamique et la virulence de la violence que nous observons en Allemagne dans la première moitié de ce siècle ne peuvent être analysées avec l'article « meurtre » d'un code pénal qui provient du XIX^e siècle. De telles sortes de « grande criminalité » étaient absolument nouvelles pour le droit pénal¹⁹. La fascinante précision acquise par l'instrument juridique approfondie par une pratique pluriséculaire,



18. C. Ginzburg, *Der Richter und der Historiker. Überlegungen zum Fall Sofri*, Berlin, Wagenbuch, 1991 (éd. orig., *Il giudice e lo storico: considerazioni in margine al processo Sofri*, Milan, Einaudi, 1991).

19. Voir Herbert Jäger, *Makrokriminalität. Studien zur Kriminologie kollektiver Gewalt*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 1989.

reste inapte à expliquer les crimes nazis et leurs auteurs. Si la réduction de la Shoah à des crimes individuels est juridiquement nécessaire pour pouvoir accuser et condamner les meurtriers, nous sommes toutefois amenés, en tant qu'historiens, à développer d'autres aunes, d'autres critères pour expliquer le monstrueux.

Tout comme l'image des criminels se réduit à la définition juridique du meurtre et de la complicité de meurtre, la perspective de l'instruction se concentre sur le fait, le meurtre, et doit s'y tenir, car lui seul relève de la compétence pénale. Mais les crimes nazis s'épuisent-ils dans le fait ? Le meurtre direct n'est-il pas l'aboutissement d'une pratique dont la dimension et le contexte dépassent l'acte et dont la structure et la contextualité doivent être examinées avant que le meurtre lui-même ne puisse être élucidé ? Traduite en langage historien, l'instruction judiciaire des crimes nazis prend toujours la

forme d'une histoire événementielle. Le fait doit être précisément qualifié, son auteur individuellement désigné. La preuve que le fait a bien eu lieu et qu'il ressort d'un auteur individualisé, n'explique ni ce crime, ni son auteur. La qualification précise de l'événement a sans doute une valeur non négligeable, mais l'explication du contexte historique ne s'identifie pas dans tous les cas avec l'histoire de l'événement.

Ce que les historiens peuvent apprendre du procureur, c'est la précision de la description de l'événement. Mais ce qu'ils ne peuvent que chercher, par contraste avec le discours juridique, c'est le contexte du meurtre, la prédisposition du grand nombre à se rendre coupable de meurtre, l'acceptation des meurtriers par la société, la complicité de centaines de milliers d'individus.

Traduction Christian Ingrao.